



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 21 MAI 2024**

mettant en demeure la société EMFI dont l'installation se situe zone d'activités à Niedermodern (67350) de respecter notamment les dispositions de l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et de l'arrêté préfectoral modifié du 30 juillet 2010 délivré à la société EMFI

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral modifié du 30 juillet 2010 délivré à la société EMFI ;
- VU** l'arrêté du 05 juin 2014 modifiant les prescriptions de l'arrêté du 30 juillet 2010 portant autorisation d'exploiter les installations classées par la société EMFI à Niedermodern ;
- VU** le rapport de visite de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées en date du 02 avril 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que, au mépris de l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé, le dimensionnement de la rétention située dans l'atelier MHU est sous-dimensionnée au regard des volumes de liquides qui y sont stockés ;

**CONSIDÉRANT** que, au mépris de l'article 7.6.8.1 de l'arrêté du 30 juillet 2010 susvisé, les installations ne disposent pas du volume de rétention des eaux incendie prescrit et suffisant pour contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que, au mépris des articles 3.2.3 et suivants de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2014 susvisé, l'exploitant doit mettre en œuvre les moyens permettant de respecter la valeur limite d'émission prévue pour le conduit 17 ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

**APRÈS** échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société EMFI représentée par M. Alain SIMONNET, en sa qualité de Président, dont le siège social se situe 3 rue Ettore Bugatti à HAGUENAU (67500) et dont l'installation qu'elle exploite se situe zone d'activités à Niedermodern (67350), est mise en demeure de respecter les prescriptions rappelées ci-après :

dans un délai de 9 mois :

- l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 susvisé : « *Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*  
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;  
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.  
Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  
Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :  
- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;  
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;  
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. »
- l'article 7.6.8.1 de l'arrêté du 30 juillet 2010 susvisé : « *Bassin de confinement : Les installations sont équipées de dispositifs permettant l'obturation du réseau d'eau pluviale. Les surfaces étanchéifiées, en particulier les voiries et quais de chargement, permettent de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) à raison d'un volume de rétention de 1875 m³. (...) Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. (...)* »
- les articles 3.2.3 et suivants de l'arrêté préfectoral du 05 juin 2014 susvisé : « *Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration (...).* »

### Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

### Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

#### **Article 5 : exécution**

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EMFI par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée à la maire de NIEDERMODERN.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

